2008

PROFIL
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Québec

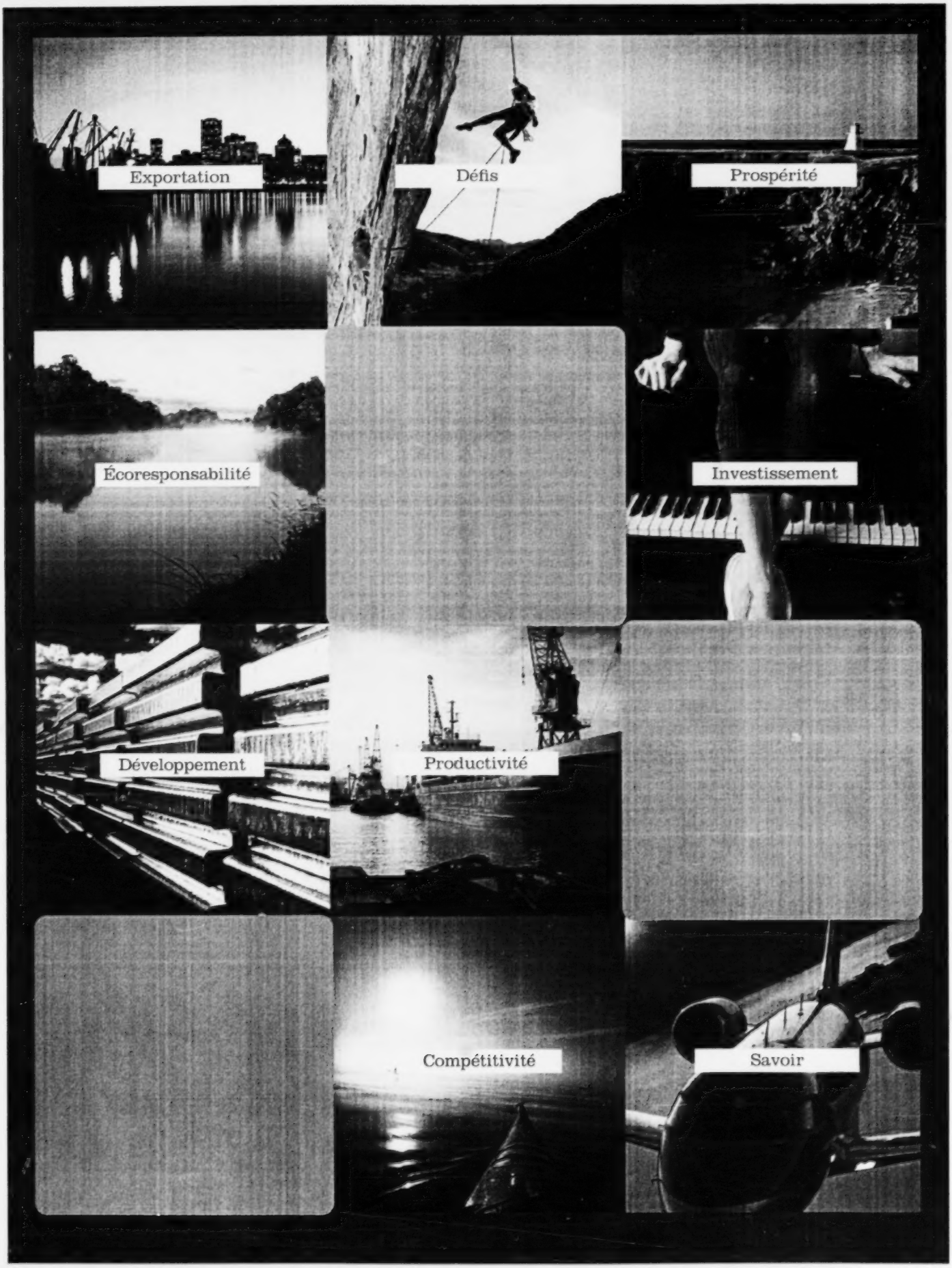
Clin d'œil aux festivités de la ville de Québec qui fête cette année son 400e anniversaire depuis sa fondation par Samuel de Champlain.
La Fontaine de Tourny, monument majestueux érigé devant l'Assemblée nationale et innauguré le 3 juillet 2007, a été offerte en cadeau à la ville de Québec par la famille Simons.
www.fontainedetourny.ca

Le PROFIL
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
DU QUÉBEC - Édition 2008
est produit par le
ministère des Finances
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3

Pour information, s'adresser au
Secrétariat et coordination
Téléphone : (418) 691-2250
Télécopieur : (418) 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca
Abonnement disponible

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Avril 2008
ISBN 978-2-550-52372-7 (Imprimé)
ISBN 978-2-52373-4 (PDF)


Exportation
Défis
Prospérité
Écoresponsabilité
Investissement
Développement
Productivité
Compétitivité
Savoir

LE QUÉBEC EN 2008

Premier en superficie au Canada, le Québec se classe au second rang sur la base de sa population de 7,7 millions d'habitants.

Porte d'entrée naturelle au continent nord-américain, le Québec offre un accès privilégié à un marché de plus de 440 millions de consommateurs en participant à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Investir au Québec, c'est profiter d'une main-d'œuvre fortement scolarisée, d'un traitement fiscal compétitif pour l'investissement et de faibles coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises.

L'équilibre budgétaire et la création du Fonds des générations sont deux éléments clés de la saine gestion des finances publiques au Québec.

2008

ÉCONOMIE

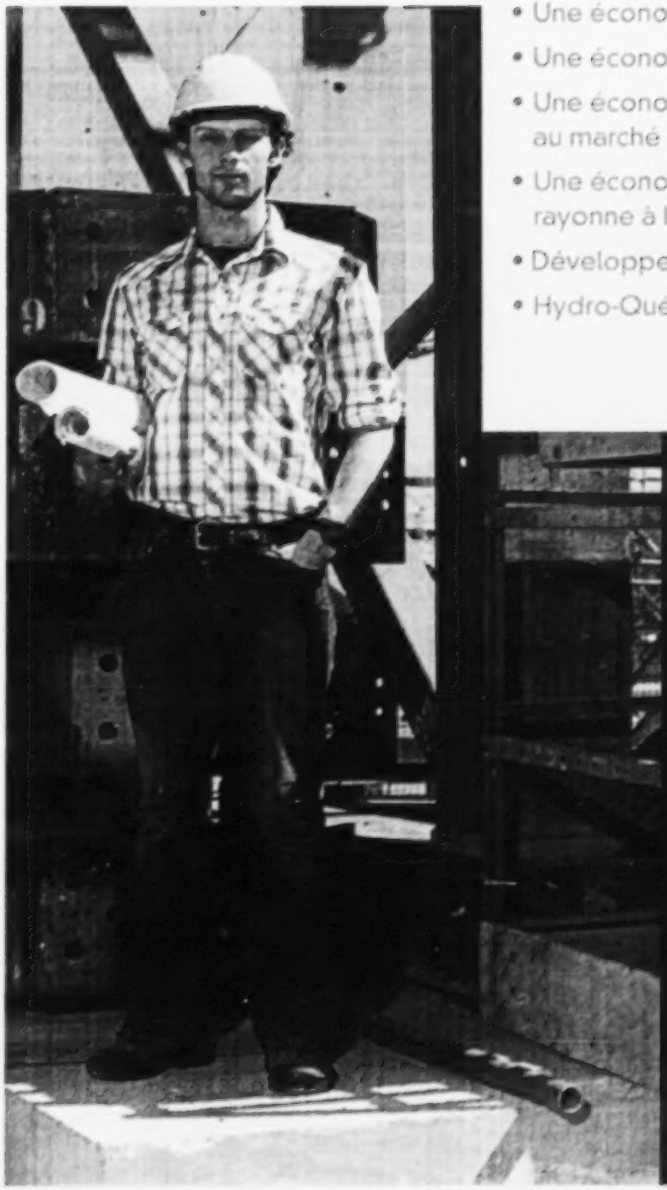
PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Le Québec, un lieu
de croissance et d'investissement

Québec

ÉCONOMIE

- Évolution récente de l'économie et perspectives .2
- Une économie basée sur son capital humain .3
- Une économie axée sur les nouvelles technologies .4
- Une économie innovatrice .6
- Une économie compétitive .7
- Une économie ouverte et intégrée au marché nord-américain .8
- Une économie diversifiée qui rayonne à l'étranger .9
- Développement durable .10
- Hydro-Québec .11



Un environnement d'affaires par excellence

Évolution récente de l'économie et perspectives

UNE BONNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le Québec a connu une croissance économique annuelle moyenne de 2 % entre 2004 et 2007, équivalente à la croissance moyenne depuis 1981.

La vigueur de l'économie s'explique principalement par la forte croissance de la demande intérieure.

- Au cours des six dernières années, les dépenses réelles de consommation ont crû de plus de 3 % en moyenne par année.
  - Il s'agit d'un taux supérieur à la tendance des vingt dernières années (2,5 %).
- Les investissements réels des entreprises ont crû de 21 % entre 2003 et 2007.
- Depuis 2003, près de 225 000 emplois ont été créés au Québec, alors que le taux de chômage a atteint le plus bas niveau des trente-trois dernières années.
  - En 2007, le taux d'emploi est demeuré supérieur à 60 % pour une cinquième année consécutive et le taux de chômage a égalé 7,2 %.

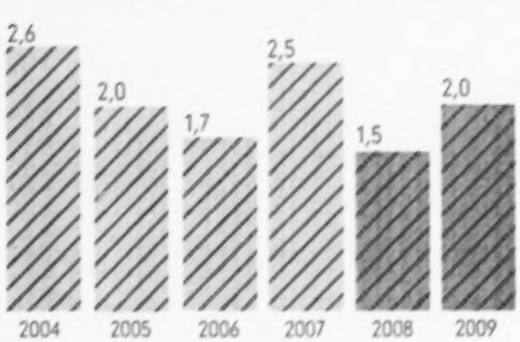
En perspective, la croissance économique devrait atteindre 1,5 % en 2008 et s'accélérer à 2 % en 2009 avec la reprise de l'économie américaine.

- Une création de 40 000 emplois en moyenne est attendue pour ces deux années.
- Une forte croissance des investissements est prévue au cours de cette même période.
  - Les investissements non résidentiels publics et privés devraient atteindre 13 % du PIB en 2008.
  - Les investissements publics devraient croître de manière importante à la suite du dépôt du Plan québécois des infrastructures 2007-2012 de 30 milliards de dollars.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(VARIATION EN POURCENTAGE)

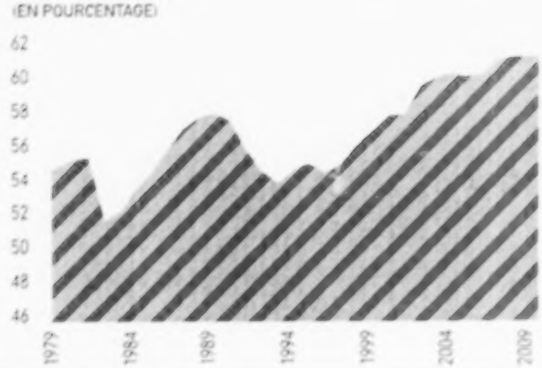
QUÉBEC	2007	2008	2009
PIB réel	2,5	1,5	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Taux de chômage	7,2	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
CANADA			
[illegible]			
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL
(VARIATION EN POURCENTAGE)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

TAUX D'EMPLOI
(EN POURCENTAGE)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

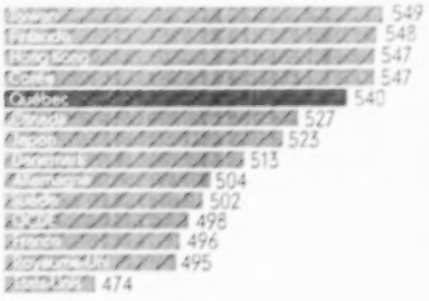
Une économie basée sur son capital humain

UNE ÉCONOMIE MODERNE

UNE MAIN-D'ŒUVRE FORTEMENT SCOLARISÉE

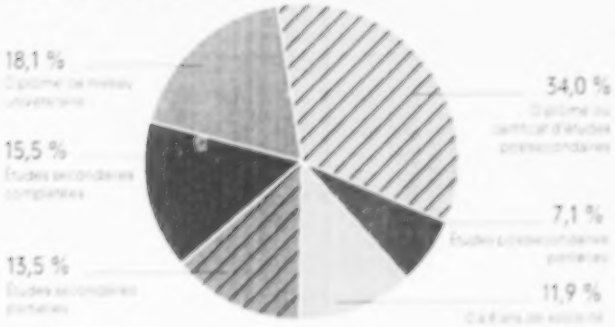
PRÈS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE MAÎTRISE AU MOINS DEUX LANGUES

NOTES MOYENNES EN MATHÉMATIQUE LORS DE L'ÉVALUATION AU PISA - 2006
(NOTE MOYENNE ESTIMÉE)



SOURCE : STATISTIQUE CANADA

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ - 2007



SOURCE : STATISTIQUE CANADA

Une économie axée sur les nouvelles technologies

L'AÉROSPATIALE

En 2006, l'industrie aérospatiale du Québec a produit pour une valeur de 4,5 milliards de dollars en termes réels.

- Plus de 80 % de cette production est destinée au marché extérieur.
- L'industrie aérospatiale embauche près de 24 000 travailleurs au Québec.

UNE INDUSTRIE DE CLASSE MONDIALE

- Bombardier Aéronautique, chef de file du marché des avions régionaux et d'affaires, a procédé en 2007 au lancement de deux nouveaux biréacteurs, soit :
  - le biréacteur d'affaires Learjet 85, dernière génération de l'excellence Learjet;
  - le biréacteur régional CRJ1000 de 100 places.
- L'unité d'affaires analytique d'ABB Bomem de Québec a produit l'interféromètre spatial du satellite japonais GOSAT destiné à mesurer et surveiller les niveaux mondiaux de CO_2.
- Le plus puissant groupe auxiliaire de puissance en service commercial à l'heure actuelle, dont l'Airbus A380 est équipé, a été fabriqué au Québec par Pratt & Whitney Canada.

SCIENCES DE LA VIE

Le Québec compte la plus forte proportion d'entreprises de biotechnologie au Canada.

- Les dix plus grandes entreprises pharmaceutiques multinationales, fabricants de produits brevetés, possèdent des centres de recherche et de fabrication en territoire québécois.

En 2007, le Québec s'est doté d'une nouvelle politique du médicament favorable à l'innovation et garantissant une indexation des prix au coût de la vie.

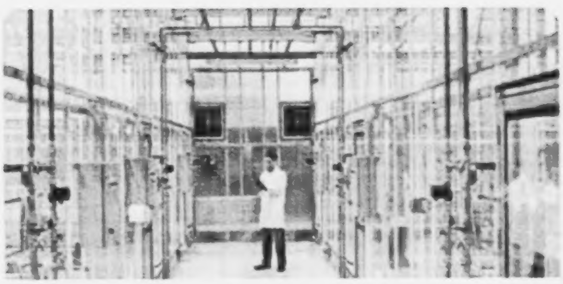
- Les firmes pharmaceutiques ont réagi favorablement à cette nouvelle politique avec des décisions d'investissement d'un montant total d'un demi-milliard de dollars.
  - GlaxoSmithKline a décidé de faire de son centre de production de Laval son nouveau siège social en recherche et développement de sa division Vaccins en Amérique du Nord.
  - Les Laboratoires Charles Rivers construiront à Sherbrooke un nouveau centre de recherche spécialisé dans les services précliniques.
  - L'entreprise Sandoz Canada a annoncé la construction d'une seconde usine de fabrication pour ses produits génériques et l'expansion de ses laboratoires à Boucherville.

Une économie axée sur les nouvelles technologies

LES TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES

L'industrie québécoise de l'environnement [illegible] sur le développement des technologies et progresse au gré des percées scientifiques et techniques.

- CO_2 Solution a mis au point une technologie de captation massive de CO_2 pour laquelle elle détient actuellement 12 brevets dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis et dans certains pays d'Europe.
- La technologie brevetée de tri-compostage développée par Conporec permet à ses clients de valoriser plus de 70 % des déchets destinés à l'enfouissement.
- La technologie Enerkem™ repose sur un réacteur de gazéification à faible intensité qui permet la conversion des déchets et de la biomasse en énergie.



UN SECTEUR PROMETTEUR

[illegible]

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS. UN PILIER DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

[illegible]

- Matrox Imaging [illegible]
- Octasic inc. [illegible]
- TeraXion [illegible]

LE JEUX VIDÉO. UNE JEUNE INDUSTRIE EN PLEIN ESSOR

[illegible]

[redacted]

Une économie innovatrice

DÉPENSES EN R-D : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec connaît une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes.

- Depuis 1985, les dépenses en R-D au Québec, exprimées en pourcentage du PIB, ont crû de 4,2 % en moyenne par année par rapport à 2,5 % en Ontario et à 1,9 % dans l'ensemble du Canada.
- Depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les dépenses en R-D des entreprises bénéficient d'un traitement fiscal avantageux.

- Il est le plus compétitif au Canada pour la PME et l'un des plus concurrentiels parmi les pays du G-7 pour la grande entreprise.

Dans le *Discours sur le budget 2008-2009*, le gouvernement a annoncé la mise en place de mesures favorisant les activités innovantes, soit :

- un nouveau crédit d'impôt de 30 % facilitant l'appropriation des technologies de l'information par les entreprises québécoises ;
- une bonification des crédits d'impôt à la R-D permettant aux PME de réclamer davantage d'aide fiscale au taux majoré et favorisant la formation de partenariats unissant des entreprises et des organismes publics de recherche.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D, 2005
(EN POURCENTAGE DU PIB)

Québec	2,7
G-7	2,5
OCDE	2,3
Union européenne	1,7

UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2005, le Québec a consacré 2,7 % de son PIB à la R-D.

- Ce niveau est plus élevé que les moyennes des pays de l'OCDE, du G-7 et de l'Union européenne.

L'objectif visé par le Québec est que les dépenses en R-D atteignent 3 % du PIB d'ici 2010.

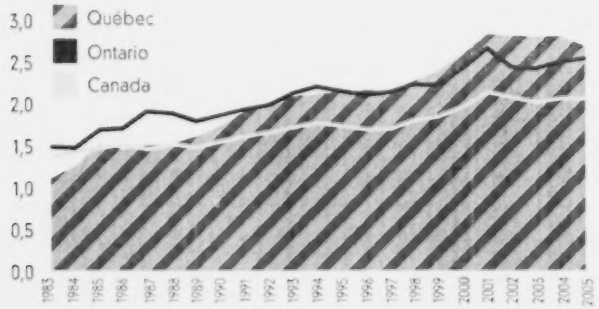
UN LEADER EN CAPITAL DE RISQUE

Le Québec est premier au Canada en matière de gestion du capital de risque avec près de 50 % des capitaux sous gestion.

En 2007, les investissements de capital de risque réalisés au Québec étaient en croissance pour une troisième année consécutive.

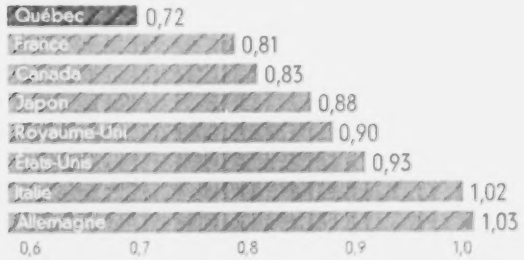
- Des 648 millions de dollars investis, plus de 40 % provenaient d'investisseurs privés et étrangers.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D
(EN POURCENTAGE DU PIB)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

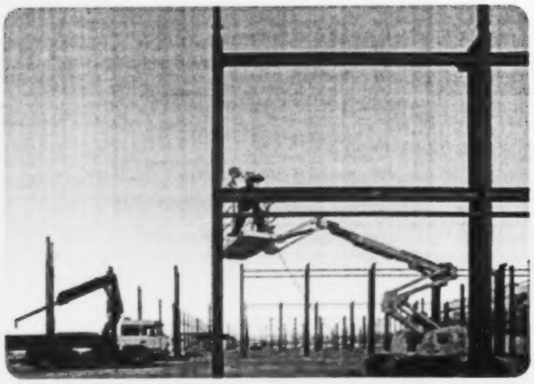
COÛT NET APRÈS IMPÔT D'UNE DÉPENSE EN R-D[1] [2]
(EN DOLLARS)



(1) Cas d'une grande entreprise. Coût net après impôt d'une dépense de 1 $ en R-D, compte tenu notamment du crédit d'impôt sur le revenu des sociétés. Plus l'indice est bas, plus les incitations fiscales sont élevées.
(2) Pour le Québec, taux de l'année fiscale en vigueur au 1er janvier 2007. Pour les pays, taux de l'année fiscale en vigueur en 2005-2006.

SOURCES : SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE : PERSPECTIVES DE L'OCDE, ÉDITION 2006, ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Une économie compétitive



FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

- Malgré la forte progression de la devise canadienne par rapport à la devise américaine, le Québec affiche toujours des coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises parmi les plus faibles des principaux pays industrialisés.
- Selon les plus récentes données, ces coûts sont inférieurs de 3,5 % à la moyenne canadienne, de 4,1 % aux coûts observés aux États-Unis et de 13,4 % à ceux prévalant en moyenne dans les pays du G-7.
- Le Québec se démarque particulièrement par des coûts concurrentiels en matière de main-d'œuvre et de transport ainsi que par une fiscalité compétitive.

UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

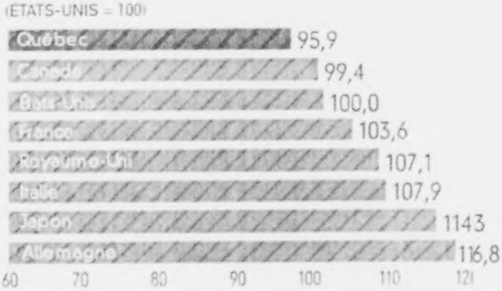
Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis et du G-7. De plus, il est l'un des plus faibles au Canada, principalement en raison :

- d'un taux d'imposition des profits des entreprises parmi les plus bas en Amérique du Nord;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipements;
- de l'élimination de la taxe sur le capital, dès 2008, pour les entreprises manufacturières et, d'ici le 1er janvier 2011, pour toutes les entreprises;
- d'un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % sur les acquisitions de matériel de fabrication et de transformation.

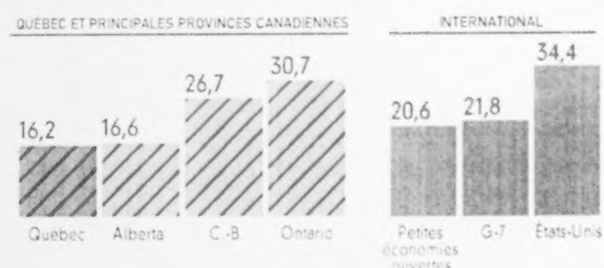
INDICE DES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES[1]

(ÉTATS-UNIS = 100)



TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT[1] EN 2012

(EN POURCENTAGE)



SOURCES : MODÈLE CHOIX CONCURRENTIELS DE KPMG ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Une économie ouverte et intégrée au marché nord-américain

LES PRODUITS QUÉBÉCOIS SONT RECONNUS PARTOUT DANS LE MONDE

Grâce à une structure industrielle diversifiée, les exportateurs québécois ont développé de nombreux liens d'affaires partout dans le monde.

- Près de 75 % des exportations internationales sont destinées aux États-Unis en 2007.
- Deuxième client en importance, les pays européens recueillent près de 14 % des exportations internationales du Québec.
- Les pays asiatiques représentent la troisième plus importante destination.
  - La part des exportations québécoises destinées au marché asiatique a presque doublé au cours des sept dernières années.

Le Québec est un leader mondial sur plusieurs marchés.

- Le Québec est un leader mondial en produits aéronautiques destinés au marché civil.
- Le Québec est le deuxième plus important exportateur d'aluminium au monde.

UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

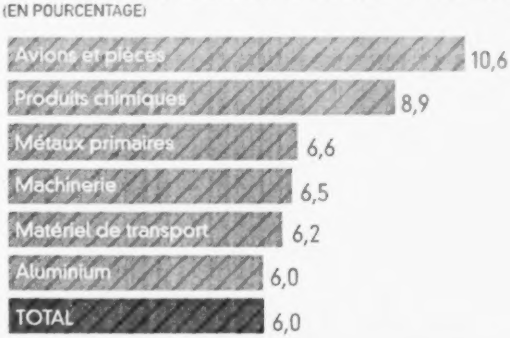
L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) donne au Québec un accès à un marché de plus de 440 millions de consommateurs.

- Le matériel de transport, les métaux, le papier et les produits du bois sont les principales exportations manufacturières du Québec vers les États-Unis.

BÂTIR DES RELATIONS COMMERCIALES SOLIDES

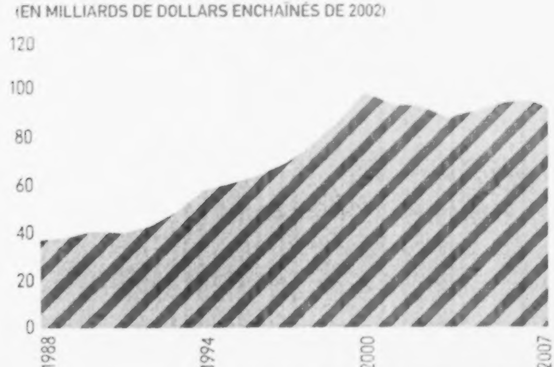
- À l'avenir, le Québec veut consolider ses relations commerciales avec les États des régions de la côte est et du Mid-Atlantique en déployant ses actions dans les domaines de l'énergie propre, la biotechnologie, la sécurité et l'agroalimentaire.
- Le Québec a l'intention de rénover et de développer les principales infrastructures routières menant à la frontière américaine, soit les autoroutes 15, 35 et 73.
- En 2007, les premiers ministres de l'Ontario et du Québec ont signé une déclaration conjointe pour la mise en œuvre d'un accord commercial visant l'élimination des barrières au commerce et l'amélioration de la mobilité de la main-d'œuvre entre les deux provinces.

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES 1998-2007
(EN POURCENTAGE)



SOURCE INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

EXPORTATIONS INTERNATIONALES
(EN MILLIARDS DE DOLLARS ENCHAÎNÉS DE 2002)



SOURCE STATISTIQUE CANADA

Une économie diversifiée qui rayonne à l'étranger

LA DIVERSITÉ DU QUÉBEC

- Les multiples facettes de son territoire font du Québec l'économie la plus diversifiée au Canada. Son indice de diversité industrielle s'élève à 102,8 alors que celui calculé pour l'Ontario est de 97,1. L'économie québécoise est la seule à afficher un indice de diversité industrielle supérieur à celui de l'économie canadienne.
- Le Québec est composé de 17 régions administratives. Chacune d'elles possède un potentiel unique.
- Plusieurs compétences régionales permettent au Québec de se positionner en tant que leader en Amérique du Nord et dans le monde.

  L'Abitibi-Témiscamingue est reconnue partout dans le monde pour l'abondance de ses gisements de métaux précieux, de cuivre et de zinc.

  Le Bas-Saint-Laurent dispose d'une expertise maritime réputée et se démarque dans le secteur des biotechnologies marines.

  Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est un acteur de premier plan en ce qui concerne la production de l'aluminium.

  Montréal jouit d'une renommée mondiale dans le domaine des sciences de la vie et celui des jeux vidéo.

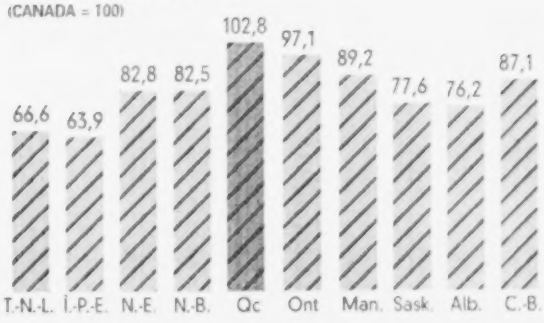
UN SECTEUR FINANCIER À L'AVANT-GARDE

Le Québec et le Canada ont un secteur financier solide, efficace et transparent, conséquence d'une harmonisation efficace et d'une politique de constante amélioration du cadre réglementaire et de surveillance des marchés.

Le secteur financier joue un rôle moteur dans la création de richesse. Il représente, à lui seul, plus de 6 % de l'ensemble de l'activité économique du Québec.

- Plusieurs institutions financières québécoises rayonnent désormais à l'extérieur, dont le premier gestionnaire de fonds institutionnels au Canada, la Caisse de dépôt et placement du Québec. De plus, 116 centres financiers internationaux spécialisés dans le domaine des transactions financières internationales œuvrent sur le territoire de la ville de Montréal, assurant le recrutement et la rétention de main-d'œuvre hautement qualifiée.
- En qualité de seule Bourse canadienne de produits financiers dérivés, la Bourse de Montréal exerce son leadership dans trois domaines de la finance : les instruments financiers dérivés, les solutions en technologie de l'information et les services de compensation. L'activité combinée des plateformes de négociations exploitées par les équipes de la Bourse de Montréal, incluant sa participation dans Boston Options Exchange (BOX), a connu une croissance de 28 % en 2007.
- Le 10 décembre 2007, la Bourse de Montréal et le Groupe TSX ont annoncé qu'ils avaient convenu de regrouper leurs entreprises et de créer le Groupe TMX, groupe boursier intégré de premier plan, sous réserve des autorisations requises de la part des autorités réglementaires.

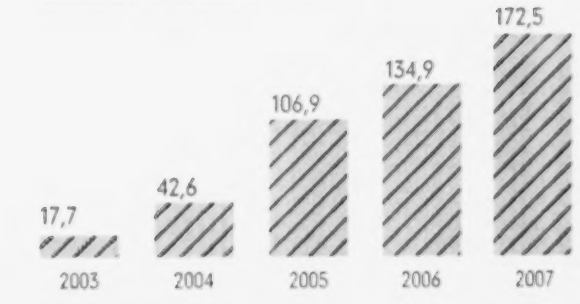
INDICE DE DIVERSITÉ INDUSTRIELLE DES PROVINCES - 2006[1]
(CANADA = 100)



(1) Estimations préliminaires

SOURCE : MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, COMPILATION À PARTIR DU REGISTRE DES ENTREPRISES DE STATISTIQUE CANADA

VOLUME TOTAL NÉGOCIÉ BOURSE DE MONTRÉAL ET BOX
(EN MILLIONS DE CONTRATS)



SOURCE : BOURSE DE MONTRÉAL

Développement durable

LES RESSOURCES FORESTIÈRES

Pays de lacs et de rivières, le Québec est aussi un pays de forêts.

- Les forêts québécoises représentent 20 % des forêts canadiennes et 2 % des forêts mondiales.
- L'aménagement des forêts québécoises s'inscrit dans une perspective de durabilité.

Le Québec se démarque au Canada dans la conception de produits à valeur ajoutée à base de bois.

- Les produits québécois en bois de structure d'ingénierie et d'apparence répondent à des besoins dans la construction résidentielle, commerciale, industrielle et institutionnelle.
- Le Québec vise également à mettre au point de nouveaux papiers à valeur ajoutée tels que les papiers intelligents, les papiers bioactifs et les papiers utilisant les nanotechnologies.

LES RESSOURCES MINIÈRES

Le Québec se classe aujourd'hui parmi les principaux producteurs mondiaux de fer, de zinc, de nickel, d'argent et d'or.

- Selon l'enquête internationale sur les sociétés minières de 2007-2008 de l'Institut Fraser, le Québec offre le meilleur environnement pour l'investissement minier au monde.
  - Au premier rang du classement, le Québec offre les meilleures politiques minières.
  - Pour son potentiel minéral, le Québec a obtenu le meilleur classement au Canada et le deuxième au monde.
- La fiscalité minière au Québec est parmi les plus avantageuses au Canada.

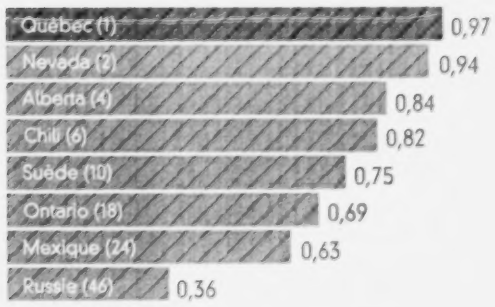
UNE STRATÉGIE GAGNANTE

La stratégie énergétique du Québec 2006-2015 est résolument axée sur le développement de l'énergie propre, soit l'énergie hydroélectrique et l'énergie éolienne.

Ces orientations ont été intégrées au plan stratégique d'Hydro-Québec qui prévoit :

- l'intégration graduelle au réseau d'Hydro-Québec d'un parc d'énergie éolienne d'une capacité de 4 000 mégawatts ;
- la constitution d'un portefeuille de projets hydroélectriques totalisant plus de 4 500 mégawatts ;
- l'accélération de la réalisation de projets hydroélectriques afin d'accroître la capacité de production. Il s'agit notamment des centrales de Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert et de l'aménagement hydroélectrique de la Péribonka. Ces deux projets ajouteront 1 278 mégawatts au parc de production d'Hydro-Québec, lequel s'établit actuellement à 35 315 mégawatts, et procureront 10,7 térawattheures par année ;
- l'application d'un plan global d'efficacité énergétique permettant des économies annuelles d'énergie de plus de 4,7 térawattheures pour 2015 et de 9 térawattheures à l'horizon 2015.

CLASSEMENT DES ENDROITS OFFRANT LES MEILLEURES POLITIQUES MINIÈRES, 2007-2008



SOURCE : INSTITUT FRASER

ÉVOLUTION DE LA PUISSANCE INSTALLÉE EN ÉNERGIE ÉOLIENNE, 2003-2015

(EN MÉGAWATTS)

SOURCE : MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC

Hydro-Québec

UNE FORCE QUÉBÉCOISE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Créée en 1944, Hydro-Québec est une société d'État dont le gouvernement du Québec est le seul actionnaire.
- Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Elle soutient le développement de la filière éolienne par ses achats auprès des producteurs privés. Engagée depuis plusieurs années dans la promotion de l'efficacité énergétique, elle met en œuvre des programmes qui génèrent des économies d'énergie pour l'ensemble de sa clientèle.
- En 2007, 97 % de la production d'énergie est d'origine hydraulique, une source d'énergie verte et renouvelable qui offre une grande souplesse d'exploitation et génère peu de gaz à effet de serre.
- En 2007, Hydro-Québec a débuté les travaux de l'important projet de l'Eastmain-1-A–Sarcelle–Rupert à la Baie-James, mis en service la centrale Mercier en Outaouais et mis en service le premier groupe turbine-alternateur de la centrale de la Péribonka au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Hydro-Québec a également poursuivi la construction des aménagements de la Chute-Allard et des Rapides-des-Cœurs en Mauricie.
- Hydro-Québec exploite le plus vaste réseau de transport d'électricité en Amérique du Nord pour le bénéfice de clients au Québec et hors Québec. Elle réalise des échanges d'électricité avec les réseaux des provinces limitrophes et du nord-est des États-Unis.
- En 2007, Hydro-Québec a consacré des moyens considérables au développement du réseau de transport, notamment pour intégrer de nouveaux équipements et accroître la capacité de transit avec l'Ontario.

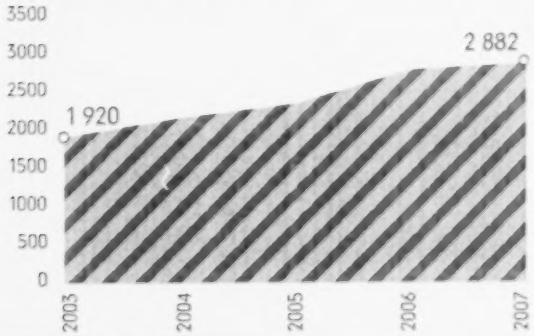
HYDRO-QUÉBEC FAITS SAILLANTS, 2007

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

Produits	12 330
Bénéfice provenant des activités poursuivies	2 882
Bénéfice net	2 882
Actif total	64 853
Effectif (en personnes)	23 368
Puissance installée (en mégawatts)	35 647

BÉNÉFICE PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

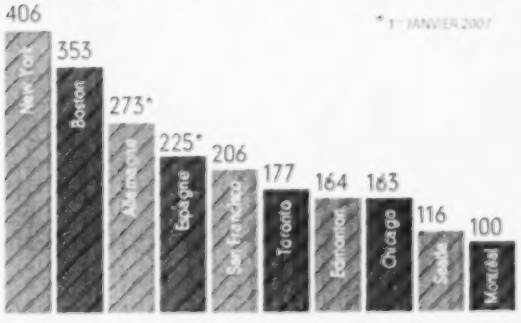
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



SOURCE : RAPPORT ANNUEL D'HYDRO-QUÉBEC

INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ CLIENTÈLE GRANDES ENTREPRISES

(MONTRÉAL = 100)



SOURCES : HYDRO-QUÉBEC, COMPARAISON DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES AU 1er AVRIL 2007, EURELECTRIC, ELECTRICITY TARIFFS AS OF 1 JANUARY 2007 (PUBLISHED TARIFFS)

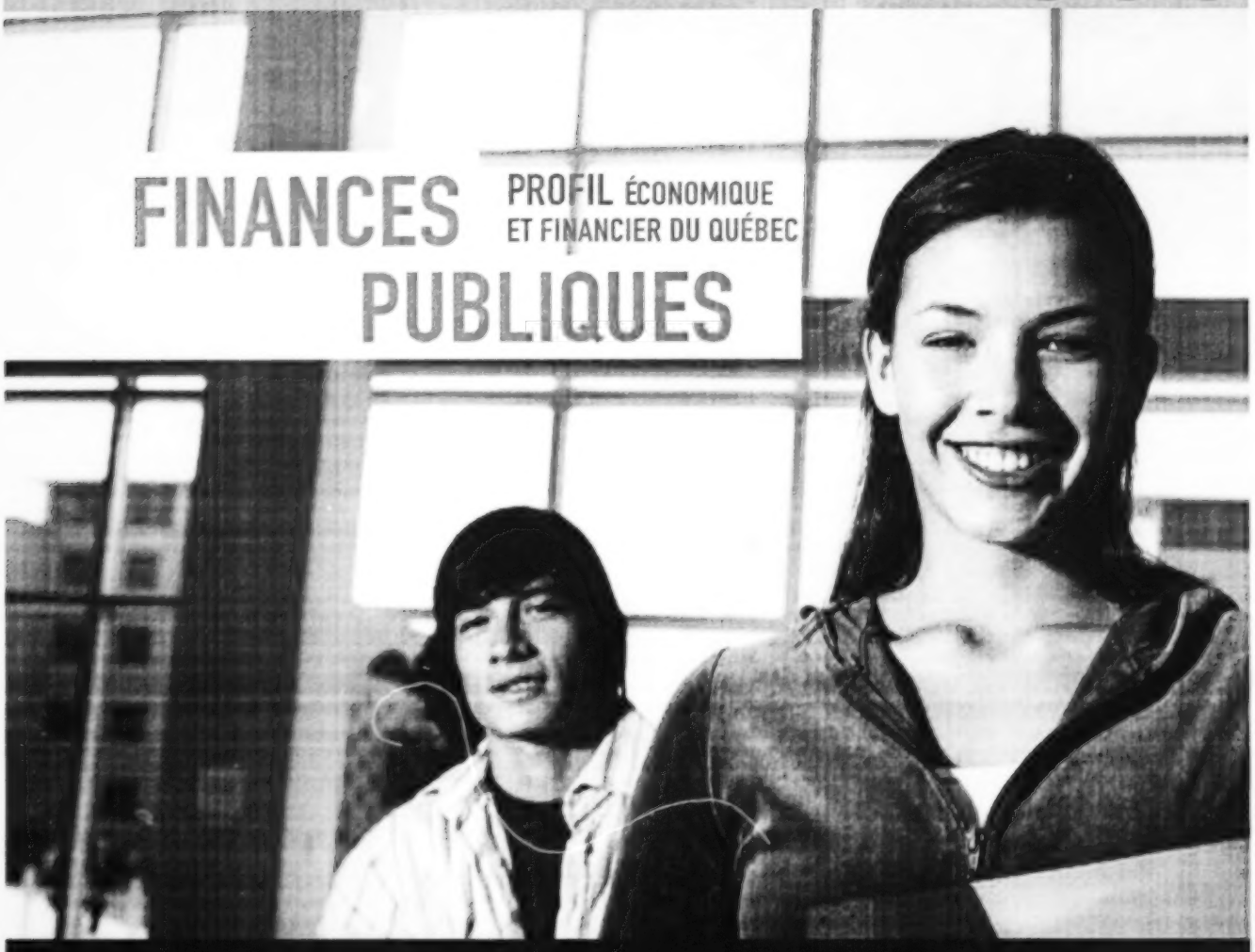
PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC - ÉDITION 2008 Avril 2008

Finances Québec

2008

FINANCES PUBLIQUES

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC



Le Québec, un gestionnaire prudent et discipliné

Québec

FINANCES PUBLIQUES

- Une gestion responsable des finances publiques .2
- Un budget de prudence et de discipline .4
- Le Fonds des générations : un geste porteur pour l'avenir .6

Un gouvernement déterminé à une saine gestion des finances publiques

Une gestion responsable des finances publiques

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

- Conformément à la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, l'équilibre budgétaire sera maintenu pour chaque année du cadre financier.

CONTRÔLE VIGILANT DES DÉPENSES

- Le gouvernement pratique un contrôle serré des dépenses.
  - La croissance des dépenses de programmes au Québec s'est élevée en moyenne à 4,5 % de 2003-2004 à 2007-2008, alors que celle de la moyenne des provinces s'élevait à 6,8 %.
- Pour 2008-2009, la croissance des dépenses de programmes est limitée à 4,7 %.
- Cette discipline budgétaire a permis de réduire le poids des dépenses de programmes par rapport au PIB.
  - Ce ratio s'établira à 18,4 % en 2008-2009, un des niveaux les plus faibles depuis 35 ans.

PRIORITÉS : SANTÉ ET ÉDUCATION

- La gestion rigoureuse des dépenses a permis d'allouer des sommes importantes aux priorités des Québécois : la santé et l'éducation.
  - Ces missions essentielles de l'État ont connu des augmentations substantielles au cours des dernières années.
- Le gouvernement consacre 45 % de ses dépenses de programmes au secteur de la santé en 2008-2009.
  - Le budget de la santé augmente de 1,5 milliard de dollars en 2008-2009, soit une croissance de 5,5 %.
- L'éducation représente 25 % des dépenses de programmes du gouvernement.
  - En 2008-2009, les dépenses en éducation sont relevées de 612 millions de dollars, une augmentation de 4,6 %.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES BUDGET 2008-2009P

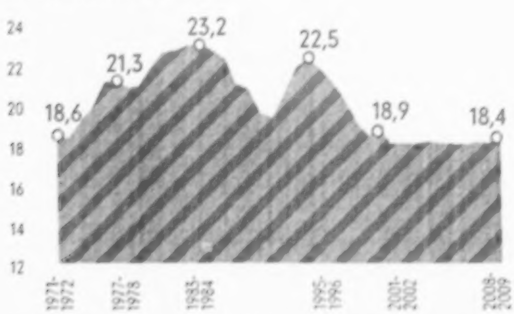
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	2007-2008	2008-2009
REVENUS BUDGÉTAIRES	62 920	62 980
DÉPENSES BUDGÉTAIRES		
Dépenses de programmes	-54 811	-57 144
Service de la dette	[illegible]	[illegible]
TOTAL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES	-61 658	-63 855
RÉSULTATS NETS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES	[illegible]	447
Provision pour éventualités	—	[illegible]
SURPLUS (DÉFICIT) POUR LES FINS DES COMPTES PUBLICS	1 120	-428
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-403	-742
SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT RÉSERVE BUDGÉTAIRE	717	-1 170
Versements au Fonds des générations provenant de la réserve budgétaire	-200	[illegible]
Réserve budgétaire	-517	1 170
SOLDE BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE LA *LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE*	0	0

P : Résultats préliminaires pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

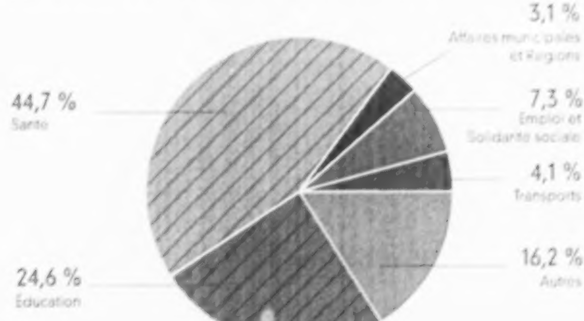
DÉPENSES DE PROGRAMMES

(EN POURCENTAGE DU PIB)

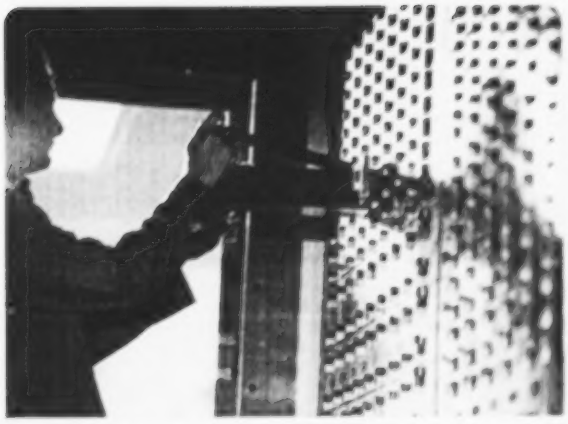


NOTE

DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE, 2008-2009



Une gestion responsable des finances publiques



LA FÉDÉRATION CANADIENNE

- Le Québec fait partie du Canada, une fédération créée en 1867.
- Les compétences du gouvernement fédéral et celles des provinces sont établies dans la Constitution.

  Le gouvernement fédéral est responsable, entre autres, du commerce international, de la défense nationale, de la monnaie, de la politique monétaire et de l'assurance-emploi.

  Les provinces ont pour compétences exclusives, notamment, l'éducation, la santé, l'administration municipale et les affaires municipales.

- Une majorité dans la population et dans les assemblées législatives est nécessaire pour modifier la Constitution canadienne.

  Il faut l'appui d'au moins sept provinces représentant 50 % de la population canadienne.

  Il faut aussi l'accord des gouvernements fédéral et des gouvernements provinciaux concernés pour modifier certaines dispositions.

DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

- Les revenus du Québec proviennent de deux sources principales :

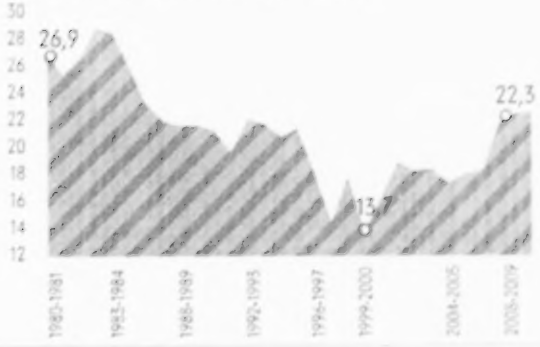
  les revenus autonomes (77,5 %) ;

  les transferts fédéraux (22,5 %).

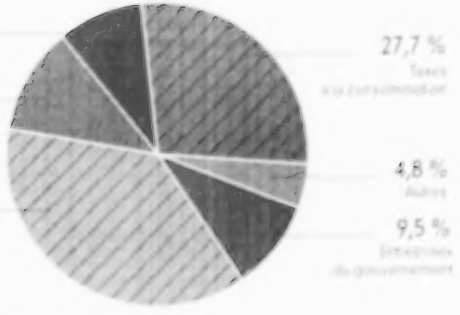
- La majeure partie des revenus autonomes provient de l'impôt des particuliers (37 %) et des taxes à la consommation (28 %).
- Le Québec est une des rares provinces qui reçoivent des paiements de péréquation fédérale. Ces paiements s'ajoutent aux sommes qui lui sont versées en vertu des transferts fédéraux en santé, en programmes sociaux, comme la garde et l'éducation préscolaire.

  Le Québec et les neuf autres provinces bénéficiaires reçoivent aussi des transferts pour les programmes sociaux, comme la santé et l'éducation postsecondaire.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX
(EN POURCENTAGE DES REVENUS BUDGÉTAIRES)



REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT, 2008-2009
(PAR SOURCE)



Un budget de prudence et de discipline

BAISSE D'IMPÔT

- L'impôt des particuliers est réduit de 950 millions de dollars à compter du 1er janvier 2008.
- Entre 2003 et 2008, le Québec est passé de la 9e à la 5e position des provinces ayant le fardeau fiscal le moins élevé.

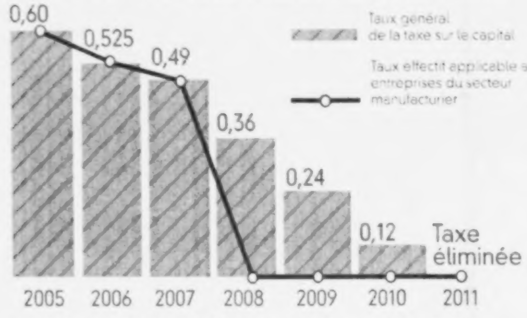
UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES POUR AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ

- La taxe sur le capital est éliminée dès 2008 pour les entreprises manufacturières. Elle le sera après le 31 décembre 2010 pour toutes les entreprises.
- Un nouveau crédit d'impôt à l'investissement de 5 % est mis en place pour les entreprises manufacturières. Le taux est majoré jusqu'à 40 % pour les investissements réalisés dans certaines régions.
- Les entreprises de développement des affaires électroniques peuvent désormais bénéficier d'un nouveau crédit d'impôt de 30 % sur les salaires.
- Les investissements en matériel de fabrication et de transformation seront admissibles à une déduction accélérée pour amortissement jusqu'en 2011.

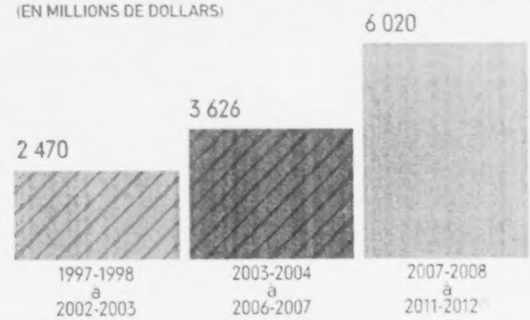
INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES

- Le gouvernement poursuit le rehaussement des investissements dans le réseau routier.
  - Il prévoit investir 10,5 milliards de dollars d'ici 2012 pour l'amélioration des infrastructures du réseau routier, soit 2,1 milliards de dollars en moyenne par année.
- Le gouvernement poursuit le Plan québécois des infrastructures 2007-2012, un plan quinquennal de 30 milliards de dollars auquel s'ajoutent des parachèvements de 7,6 milliards de dollars.
  - Plus de 6 milliards de dollars seront investis annuellement dans les infrastructures publiques jusqu'en 2011-2012.

PLAN D'ÉLIMINATION DE LA TAXE SUR LE CAPITAL
(TAUX APPLICABLE DE LA TAXE SUR LE CAPITAL, EN POURCENTAGE)



INVESTISSEMENTS ANNUELS MOYENS EN IMMOBILISATIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



SOURCE : SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Améliorer la productivité

L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ PASSE PAR UNE AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS DANS LA MODERNISATION DES ENTREPRISES.

Le Fonds des générations : un geste porteur pour l'avenir

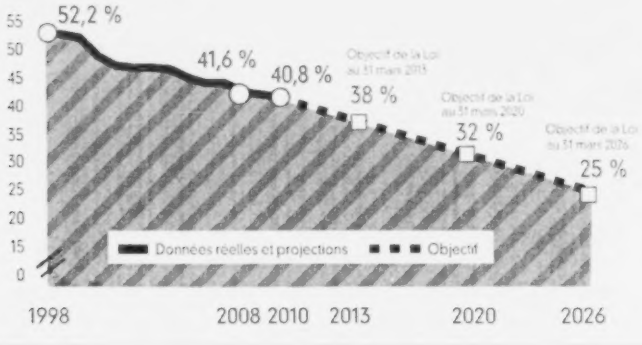
LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

- Les actifs du Fonds des générations sont gérés par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
- Les sommes accumulées au Fonds des générations atteindront :
  - 1,2 milliard de dollars au 31 mars 2008;
  - 2,7 milliards de dollars au 31 mars 2010.
- D'ici 2026, la dette qui a été accumulée pour payer les dépenses courantes, communément appelée la « dette d'épicerie », sera considérablement réduite. En terme absolu, celle-ci aura alors été réduite de près de la moitié.
- Cette démarche sans précédent reflète la volonté du gouvernement de préserver le niveau et la qualité des services publics auxquels sont attachés les Québécoises et les Québécois.

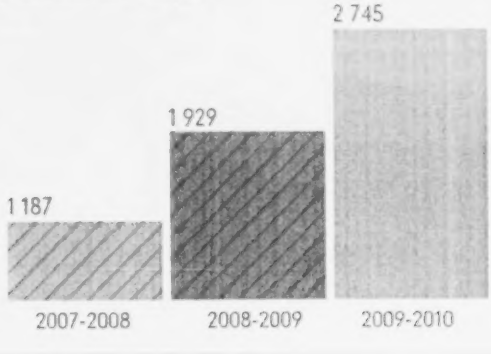
UNE ACTION DÉCISIVE POUR RÉDUIRE LE POIDS DE LA DETTE

- Le gouvernement du Québec a mis en place le Fonds des générations dont l'objectif est de diminuer le ratio dette totale/PIB à 25 % en 2026.
- Ce geste permettra d'améliorer l'équité envers les générations futures.
- La *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* fixe des cibles précises à atteindre concernant le ratio dette totale/PIB :
  - 38 % au 31 mars 2013, 32 % au 31 mars 2020 et 25 % au 31 mars 2026.

RÉDUCTION DE LA DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT
(EN POURCENTAGE DU PIB)



ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



Le Fonds des générations : un geste porteur pour l'avenir

MISER SUR L'EAU, L'OR BLEU DU QUÉBEC

- Le Fonds des générations est alimenté principalement par des redevances provenant d'une ressource abondante au Québec : l'eau.
  - Des redevances hydrauliques provenant d'Hydro-Québec et des producteurs privés d'électricité y sont versées.
- Grâce à Hydro-Québec, 700 millions de dollars supplémentaires ont été déposés au Fonds des générations.
  - 500 millions de dollars proviennent de la vente d'un actif étranger versés en février 2007.
  - 200 millions de dollars ont été versés en octobre 2007.
- Le gouvernement versera dans le Fonds des générations une contribution additionnelle de 400 millions de dollars par année, en moyenne, au cours de la période 2010-2011 à 2025-2026.
  - Ces contributions proviendront des bénéfices additionnels que réalisera Hydro-Québec sur ses exportations d'électricité.

AMÉLIORER L'ÉQUITÉ ENVERS LES GÉNÉRATIONS FUTURES.

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC - ÉDITION 2008 Avril 2008

Finances
Québec

2008

FINANCEMENT

PROFIL ÉCONOMIQUE
ET FINANCIER DU QUÉBEC

Le Québec, un acteur important
sur les marchés financiers
canadien et internationaux

Québec

FINANCEMENT

- Programmes de financement .2
- Une qualité de crédit élevée .3
- Un émetteur important sur le marché canadien .4
- Une présence régulière sur les marchés internationaux .5
- La gestion de la dette .6

Une diversification des sources de financement

Programmes de financement

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

- Le programme de financement vise essentiellement à :
  - effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
  - contribuer à un fonds d'amortissement qui servira à payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic;
  - accorder des prêts à certaines entités consolidées et sociétés d'État par l'entremise du Fonds de financement.

FINANCEMENT-QUÉBEC

- Financement-Québec est une société d'État qui effectue des emprunts sur les marchés financiers afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations.
  - Ces organismes profitent ainsi de coûts d'emprunts avantageux.
  - Le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

HYDRO-QUÉBEC

- Les emprunts d'Hydro-Québec sont garantis par le gouvernement du Québec.

PROGRAMMES DE FINANCEMENT
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC[P]

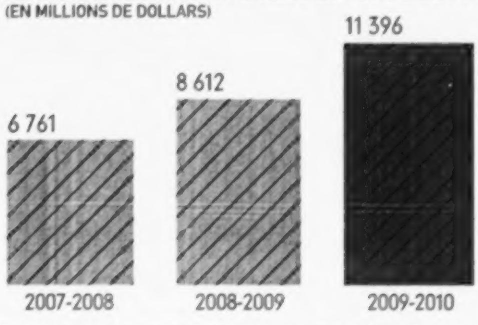
	2007-2008	2008-2009	2009-2010
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU			
Besoins (surplus) financiers nets[1]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Remboursements d'emprunts	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Variation de l'encaisse	[illegible]	[illegible]	—
Fonds d'amortissement des régimes de retraite et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs	[illegible]	[illegible]	4 677
Transactions en vertu de la politique de crédit[2]	1 172	—	—
Financement réalisé par anticipation	1 987	—	—
TOTAL - FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	4 841	6 612	8 896
FONDS DE FINANCEMENT[3]	1 920	2 000	2 500
SOUS-TOTAL - FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT[3]	6 761	8 612	11 396
FINANCEMENT-QUÉBEC	2 009	2 500	2 500
TOTAL	8 770	11 112	13 896

HYDRO-QUÉBEC

2007	2008	2009
2 039	1 100	4 000

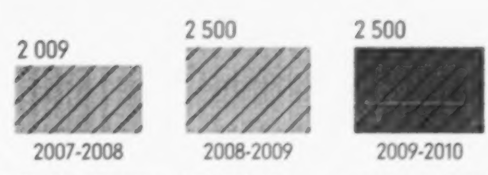
P : Résultats préliminaires pour 2007-2008 et prévisions pour les années subséquentes.
Note : [illegible]
(1) Excluant les entités consolidées.
(2) [illegible] 1 172 millions de dollars en 2007-2008 [illegible]
(3) Le Fonds de financement effectue des prêts aux entités consolidées et à certaines entreprises du gouvernement.

PROGRAMME DE FINANCEMENT
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT[P]
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



P : Résultats préliminaires pour 2007-2008 et prévisions pour les années subséquentes.

PROGRAMME DE FINANCEMENT
FINANCEMENT-QUÉBEC[P]
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



P : Résultats préliminaires pour 2007-2008 et prévisions pour les années subséquentes.

Une qualité de crédit élevée

LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa1	Stable
Standard & Poor's	A+	Positive
Dominion Bond Rating Service	A (high)	Stable
Fitch Ratings	AA-	Positive
Japan Credit Rating Agency	AA-	Stable

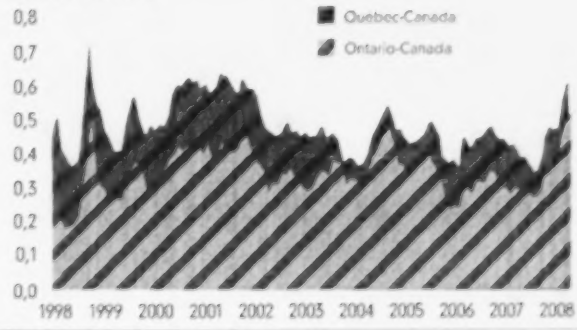
REHAUSSEMENT DES COTES DE CRÉDIT

- En 2006, deux agences de crédit ont augmenté la cote de crédit du Québec :
  - Moody's l'a augmentée à deux reprises :
    - en juin, la cote est passée de A1 à Aa3;
    - en novembre, elle a été élevée à Aa2.
  - DBRS a fait passer la cote de A à A (high) en juin.
- Depuis 2007, deux agences ont amélioré la perspective liée à la cote de crédit du Québec de stable à positive, soit :
  - Standard & Poor's, le 6 juillet 2007;
  - Fitch Ratings, le 9 janvier 2008.

COMMENTAIRES DES AGENCES DE CRÉDIT

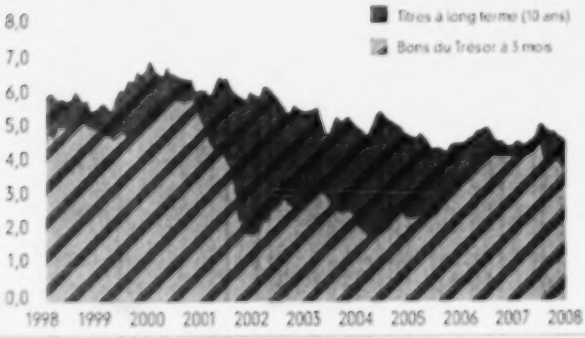
- Moody's, juin 2006 :
  - « Les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs financiers au cours des dernières années s'expliquent par une gestion rigoureuse des dépenses et par l'augmentation des transferts fédéraux. »
  - « L'adoption d'une stratégie claire de réduction de la dette joue un rôle clé dans l'amélioration de la qualité du crédit de la province. »
- Standard & Poor's, juin 2006 :
  - « La cote de crédit du Québec repose sur : [...] l'engagement du gouvernement à réduire à long terme le fardeau de la dette au moyen de dépôts dans le nouveau Fonds des générations. »
  - « La cote de crédit du Québec repose sur : [...] son économie vaste et diversifiée, qui profite d'un secteur manufacturier et d'un secteur des services solides. »

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
(EN POURCENTAGE)



SOURCE : PC-BOND

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(EN POURCENTAGE)



SOURCES : PC-BOND ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Un émetteur important sur le marché canadien

DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

- Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.
- Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions repères et les rouvre à plusieurs reprises, jusqu'à ce que le montant en circulation soit d'une taille optimale.

DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

- Le Québec emprunte dans toutes les échéances : de 5 ans à près de 70 ans.
- En 2007-2008, 2,4 milliards de dollars d'emprunts ont été effectués pour des échéances de 30 ans et plus. L'échéance de l'un de ces emprunts est en 2076.

UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

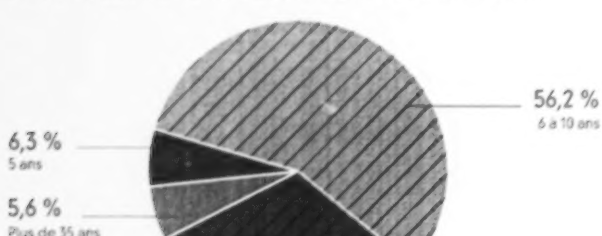
- La diversification des emprunts selon les échéances permet d'avoir un profil de refinancement stable, ce qui assure une présence régulière sur les marchés financiers.
- L'échéance moyenne de la dette est de 11,2 ans.

ÉMISSIONS REPÈRES AU CANADA

	COUPON (%)	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions de dollars)
Court terme	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Moyen terme	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Long terme	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Très long terme	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]

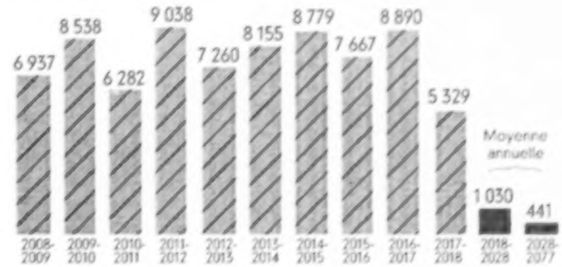
(1) Emprunts libellés en dollars canadiens.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2007-2008 PAR ÉCHÉANCE[P]



P : Résultats préliminaires

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉCHÉANCIER DE LA DETTE AU 31 MARS 2008[P]
(EN MILLIONS DE DOLLARS)



P : Résultats préliminaires
NOTE : Dette directe du Fonds consolidé du revenu, dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement et dette de Financement-Québec.

Une présence régulière sur les marchés internationaux

ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS

	COUPON %	ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions de dollars US)
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ÉMISSIONS EN EUROS

			ENCOURS (en millions d'euros)
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES

MARCHÉ			ENCOURS (en millions d'unités de la devise)
YEN	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
FRANC SUISSE	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
$ AUSTRALIEN	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]
$ NÉO-ZÉLANDAIS	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PESO MEXICAIN	[illegible]	[illegible]	[illegible]
$ HONG KONG	[illegible]	[illegible]	[illegible]

DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

- Présence régulière sur les principaux marchés, soit au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Australie avec :
  - des émissions de grande taille;
  - la réouverture d'émissions déjà existantes.
- Présence du Québec sur les marchés financiers étrangers depuis la fin du 19e siècle, plus précisément depuis 1874 à Londres.

ASSURER LA LIQUIDITÉ

- Relations à long terme avec les partenaires financiers du Québec.
- Diversification des sources de financement en émettant dans différentes devises.
- Promotion des titres du Québec :
  - documents de promotion;
  - rencontres auprès des investisseurs;
  - implication des banques et des firmes de courtage dans ces activités.

DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT FACILITÉES DANS CERTAINS PAYS

- En vertu des normes découlant de l'Accord de Bâle II, les autorités de réglementation étrangères peuvent accorder un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec.
  - Cela signifie que les institutions financières n'ont pas à maintenir de réserves de capital lorsqu'elles détiennent des titres du Québec.
- À ce jour, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni reconnaissent un coefficient de pondération de risque de 0 % aux titres du Québec. Les activités de financement du Québec sont donc facilitées dans ces pays.

PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS
(DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC, PAR DEVISE)

Année	Devise
1874	Livre sterling
1879	Dollar américain
1968	Mark allemand
1972	Franc français, Yen, Franc suisse
1991	Lire italienne
1992	Florin néerlandais
1997	Peseta espagnole
1998	Couronne suédoise
1999	Euro
2001	Dollar australien
2005	Dollar néo-zélandais
2006	Peso mexicain
2007	Dollar de Hong-Kong

La gestion de la dette

DETTE

- La dette brute du gouvernement comprend la dette directe, le passif net au titre des régimes de retraite et le passif net au titre des avantages sociaux futurs. Les sommes accumulées dans le Fonds des générations réduisent la dette brute.
- Les résultats préliminaires indiquent que la dette brute s'établissait à 144,9 milliards de dollars au 31 mars 2008, soit 48,4 % du PIB.

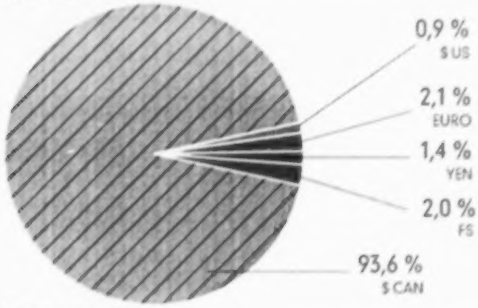
MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

- La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.
  - Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.
  - L'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme permet d'atteindre les proportions de dette désirées, soit :
    - par devise;
    - à taux fixes et à taux variables.
- La gestion de la dette permet au gouvernement de réaliser des économies appréciables au titre du service de la dette.

DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2008
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

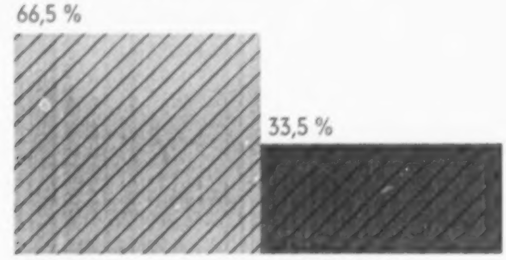
Dette directe	[illegible]
Passif net au titre des régimes de retraite	[illegible]
Passif net au titre des avantages sociaux futurs	[illegible]
Moins : sommes accumulées dans le Fonds des générations	[illegible]
Dette brute	144,9

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR DEVISE
AU 31 MARS 2008P



P : Résultats préliminaires

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR TAUX D'INTÉRÊT
AU 31 MARS 2008P



P : Résultats préliminaires

Stratégie de financement

LE QUÉBEC CONTINUE DE DIVERSIFIER SES SOURCES DE FINANCEMENT

- Le Québec vise constamment à diversifier ses sources de financement. En janvier 2006, le Québec a réalisé une émission d'obligations sur le marché européen. En 2007, il a réalisé une première émission en dollars de Hong Kong. Il s'agissait de la quatrième devise étrangère dans laquelle le Québec a émis des obligations.

UNE PRÉSENCE CONTINUE ET RECONNUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

- Le magazine bien-être Euromoney a décerné des prix pour des transactions du Québec en dollars américains et en euros réalisées en 2001, 2002, 2003 et 2005. L'émission du Québec en francs suisses réalisée en 2005 a remporté un prix décerné par le magazine international Financing Review.

LE QUÉBEC PROFITE DES CONDITIONS D'ÉMISSION FAVORABLES DANS LE LONG TERME AU CANADA

- Sur le marché canadien, le Québec a effectué en 2007-2008 des émissions sous une échéance parmi les plus longues au Canada. Le gouvernement a émis pour un montant de 5,00 milliards de dollars d'obligations venant à échéance en 2016.